

Un Président qui se ferait une prudente loi de rester dans les limites de son budget, un Président qui ne ferait pas de dettes, qui ne s'exposerait pas à aller se reposer un jour à Clichy du tracés des affaires publiques, un tel Président paraîtrait peut-être prosaïque à beaucoup de monde; mais il serait tel de notre goût, nous l'avouons. Il ne donnerait que ce qu'il pourrait donner, afin que personne ne put soupçonner une arrière pensée au fond de son ambition, se rappelant cette sentence de Sénèque : « Celui qui donne en pensant à la récompense qu'il recevra, celui-là mérite d'être trompé. » Il se bornerait à ne vouloir être que le premier citoyen de son pays, il mettrait sa gloire non pas tant à répandre d'abondantes aumônes qu'à fonder d'utiles institutions; on ne dirait pas de lui : le Président règne, on dirait le Président travaille. Il n'attendrait pas tout du fanatisme des souvenirs, mais il attendrait tout de ses actes, et le passé, au lieu d'illusions dangereuses, ne lui enverrait que des leçons de modestie et de courage; chacun en ce siècle est tenu d'être fils de ses œuvres, même les Présidents. Bonaparte, premier consul, ne touchait que 500,000 fr. de traitement, il logeait aux Tuileries et ne s'endettait pas.

Cette question de dotation a été comme un projectile lancé par le ministère au milieu du parti de l'Ordre; adieu l'accord, la discipline, que le vote de la loi électorale aurait dû rendre éternels. Etrange contraste! quand il s'est agi d'amoindrir dans sa source la souveraineté nationale, tous les vieux partis se sont entendus à merveille. S'agit-il de trois millions de dotation? la discorde éclate; c'est que cette question d'argent, en apparence peu importante, touche à la constitution même du Pouvoir exécutif, et c'est précisément cette organisation définitive du Pouvoir exécutif que chaque parti entend ajourner à son profit.

Que dire, toutefois, des menaces adressées par le *Constitutionnel* à la majorité? En bon français, elles signifient ceci : le Pouvoir exécutif compte sur votre reconnaissance; si vous ne votez pas les trois millions, vous n'échapperez pas à un conflit : le Président se tournera du côté de la gauche, les folies socialistes iront leur train, etc., etc. O singuliers conservateurs que vous êtes! quelle idée avez-vous donc du pouvoir que vous défendez, pour l'avilir à ce point de le mettre aux enchères, sur la mise à prix de trois millions! Ce pouvoir, dites-vous, a bien consenti à protéger la société; mais ce sacerdoce social, il n'entend pas le continuer gratuitement. Les *secondes providences* se paient, à ce qu'il paraît.

Nous n'avons pas besoin de dire que le grossier CHANTAGE du *Constitutionnel* est tout simplement injurieux pour le Président. Quand on s'appelle Napoléon, et qu'une grande nation a fait de vous son premier magistrat, on ne joue pas sa destinée sur une chétive question d'argent : on ne prend conseil que de sa conviction, et on agit en droiture de cœur.

T.